

TECH

Fiscalité, concurrence... le rapport qui alerte sur la santé des télécoms européens

TÉLÉCOMS Un constat alarmant. À l'heure où les investissements dans les infrastructures (la fibre optique ou la 5G) n'ont jamais été aussi vitaux pour une Europe inquiète de sa vassalisation numérique, les opérateurs européens tirent la langue. C'est le constat de l'étude menée par l'Institut économique Molinari, think-tank libéral. «*Les télécoms européens sont pénalisés par des fiscalités et des réglementations inadaptées ainsi que par le manque de fléchage de l'épargne longue vers le financement des entreprises*», estime Nicolas Marques, son directeur général. Un bref coup d'œil aux capitalisations boursières du secteur (*lire ci-contre*) suffit à s'en convaincre. À l'exception de Deutsche Telekom, qui bénéficie de la détention de plus de 50 % de l'opérateur américain T-Mobile, les opérateurs du Vieux Continent dont Orange ou Telefonica sont désormais distancés.

Des résultats dégradés

Le sujet ne date pas d'hier. Depuis plusieurs années, la filière française et européenne alerte sur la dégradation de leurs comptes de résultats, au profit des géants du numérique. L'ouverture par Bruxelles d'une consultation sur la juste contribution de ces acteurs au financement des infrastructures est l'une des pistes envisagées.

Pour l'Institut Molinari, toutefois, bien d'autres obstacles freinent la compétitivité du secteur, et donc sa capacité à innover ou investir. Le premier est fiscal. Selon l'institut, les impôts du secteur des télécoms seraient «*deux fois plus élevés que chez les autres secteurs marchands*». Ils se combinent à des impôts sur les sociétés également anormalement élevés par rapport aux autres secteurs, notamment en France et en Allema-

gne, ce qui aboutit à un décrochage en termes de rentabilité par rapport à leurs pairs.

Une imposition forte

«*En additionnant toutes les taxes, la fiscalité spécifique représente 4,9 % des revenus des opérateurs, contre 0,3 % pour les grands acteurs du numérique. Dans la durée, c'est un déséquilibre qui obère notre capacité à investir*», reconnaît Liza Bellulo, présidente de la FFTélécoms, qui a fourni quelques éléments

chiffrés pour l'étude. De surcroît, les «telcos» européens n'ont guère pu bénéficier de synergies de coûts via des opérations de concentration. Celles-ci ont longtemps été honnies du côté de Bruxelles, même si les choses évoluent un peu. «*L'UE compte 40 opérateurs mobiles pour 445 millions d'habitants. Aux États-Unis, c'est 3 opérateurs pour 332 millions d'habitants*», explique Nicolas Marques. Une équation intenable selon lui. «*Ce dogme de la concurrence et la faiblesse des opérateurs ont des effets pervers. Il les oblige à céder une partie de leur patrimoine (les infrastructures réseaux) pour investir. Les fusions devraient être autorisées et non assorties de conditions les rendant inopérantes*», explique l'expert.

La question du fléchage de l'épargne longue (via les fonds de pension ou l'épargne retraite) vers les entreprises est aussi mise en avant. «*Aux États-Unis, cette épargne vient irriguer l'innovation. C'est trop timide en Europe, où les freins réglementaires restent trop nombreux*», conclut Nicolas Marques.

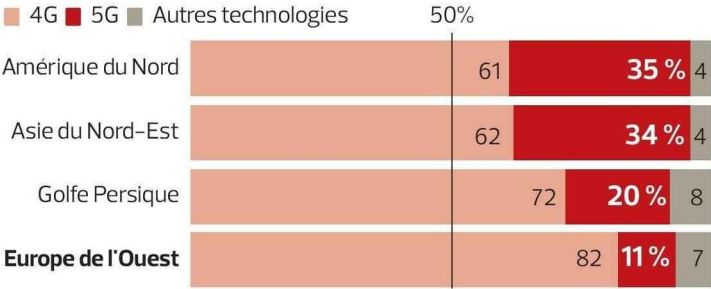
L. M.

Les télécoms européens sont pénalisés par des fiscalités et des réglementations disproportionnées et inadaptées ainsi que par le manque de fléchage de l'épargne longue vers le financement des entreprises

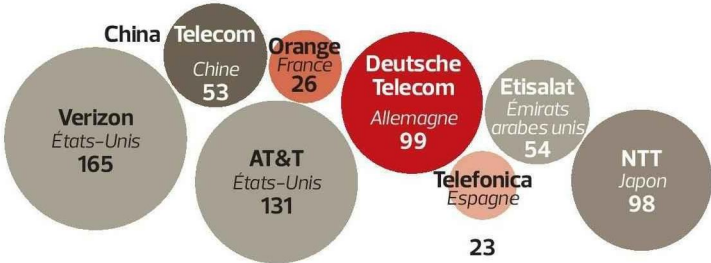
NICOLAS MARQUES,
DIRECTEUR GÉNÉRAL
DE L'INSTITUT
ÉCONOMIQUE MOLINARI,
THINK-TANK LIBÉRAL

Le poids des acteurs européens reste modeste

ABONNEMENTS MOBILES PAR RÉGION ET PAR TECHNOLOGIE
En % de la population couverte, 2023



CAPITALISATION BOURSIÈRE DES PRINCIPAUX ACTEURS MONDIAUX
DES TÉLÉCOMMUNICATIONS, en milliard de dollars (au 31 déc. 2022)



Sources : Institut économique Molinari, Ericsson

Infographie **LE FIGARO**